



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 360 du 1^{er} décembre 2024

Au sommaire :

- **La mascarade parlementaire profite au RN contre les travailleurs confrontés aux licenciements et à de nouvelles attaques en série** - *Galia Trépère*
- **Procès de Mazan : le procès et la condamnation d'une société de classe fondée sur la domination et le patriarcat** - *Christine Héraud*
- **Des murs et des frontières au service des capitaux qui circulent librement et exploitent sans limite les prolétaires du monde entier** - *Isabelle Ufferte*

La mascarade parlementaire profite au RN contre les travailleurs confrontés aux licenciements et à de nouvelles attaques en série

Unanimité nationale, mardi dernier, en pleine crise politique. 484 députés ont voté le texte présenté par le gouvernement Barnier contre le traité avec le Mercosur. Seuls les députés de LFI ont voté contre, 69, Aurélie Trouvé expliquant qu'on ne pouvait approuver ce texte alors que les gouvernements successifs ont signé tous les traités de libre-échange précédents depuis 20 ans. Ce traité, dit-elle, qui autorise entre autres l'exportation de véhicules européens en Amérique latine contre l'importation de bœufs brésiliens menace « *notre agriculture familiale française* » à cause de coûts de production extrêmement bas car les sols libérés par la déforestation ne coûtent presque rien. Tout en votant contre le gouvernement, LFI reprend le fond des arguments protectionnistes... un leurre qui ne met pas en cause les sociétés françaises ou étrangères de l'agrobusiness qui étranglent les petits agriculteurs. Elle se situe sur le même terrain du nationalisme, d'une bonne politique « *pour la France* » comme si l'État était neutre, au-dessus des classes, susceptible d'agir en faveur des classes populaires alors qu'il répond aux seuls besoins des multinationales et de leurs exigences impérieuses de dégager par tous les moyens le maximum de profits pour valoriser la surabondance de capitaux. Incapable de remettre en cause le système, LFI reste impuissante, prisonnière du jeu parlementaire. De la même façon, ses prétentions à faire voter l'abrogation de la réforme des retraites de 2023 ont échoué face à l'obstruction des macronistes. Pour les travailleurs des villes et des campagnes il n'y a rien à attendre des manœuvres parlementaires.

Barnier empêtré dans les marchandages pour éviter la censure...

Depuis une semaine, il n'est question que de la chute prochaine du gouvernement Barnier voire de la démission de Macron suite au vote possible de motions de censure déposées par la gauche et que pourrait voter aussi le RN, en réponse aux 49.3 probablement utilisés par le gouvernement pour imposer le budget de la Sécu et le budget de l'État. Voilà ce qui agite toute la classe politique et les médias, un tohu-bohu qui masque les conséquences catastrophiques des nouvelles réductions des dépenses publiques utiles à la population prévues par ces budgets alors que les hôpitaux, l'éducation nationale, l'économie sociale et solidaire sont déjà étranglés par le manque criant de moyens. Non seulement les travailleurs, les chômeurs, les précaires ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts, voire à survivre, avec des salaires qui ne suivent pas la hausse des prix et des allocations en baisse, voire supprimées, mais ils seront de plus en plus nombreux, à cause des nouvelles réductions budgétaires, à ne plus pouvoir se soigner, permettre à leurs enfants de suivre un enseignement correct et bénéficier d'activités culturelles et sportives, disposer d'aides à domicile pour les personnes âgées ou à mobilité réduite. Et on en passe. C'est au nom de la réduction du déficit, de la dette de l'État que ces coupes budgétaires sont engagées. Mais il n'est pas question de réduire, sinon à la marge, les subventions de toutes sortes qui sont versées aux entreprises dont les plus grandes, les plus riches, empochent la majorité. 200 milliards chaque année depuis 2020 dont le crédit impôt compétitivité emploi (CICE) créé par Hollande et transformé en allègements de cotisations pérennes depuis 2019, le crédit impôt recherche (CIR), la diminution de l'impôt sur les sociétés, etc. Pas question non plus

de toucher aux sommes astronomiques consacrées aux budgets militaires.

... recherche l'accord avec le RN

Jusqu'à présent, le RN, dans le souci de se montrer responsable, attendant son heure, gardait une position de soutien tacite au gouvernement, doublé d'ailleurs par les surenchères réactionnaires sur le terrain sécuritaire ou anti-immigrés du ministre de l'Intérieur Retailleau ou d'un Kasbarian, ministre de la Fonction publique qui clame son admiration pour Trump et son ami Elon Musk.

Mais Le Pen, par ailleurs en difficultés suite au procès sur les emplois fictifs, détournement d'argent public au Parlement européen, menace de voter les motions de censure qui pourraient être déposées par la gauche. Le RN, pressé par son électorat populaire, qui déteste Macron, craint un désaveu et une perte de sa popularité s'il garde cette position de neutralité bienveillante à l'égard du gouvernement. Il lui faut démontrer que c'est bien Barnier qui est son otage et pas l'inverse. Le Pen a annoncé qu'elle voterait la censure si les exigences du RN n'étaient pas satisfaites, et, démagogie oblige, le « *pouvoir d'achat* » des Français touché...

Aussi, Barnier a-t-il multiplié les gestes à son égard. Il a annoncé qu'il renonçait à l'augmentation des taxes sur l'électricité, qu'il divisait par deux les sommes consacrées à l'aide médicale d'État (AME) qui permet à des travailleurs immigrés de pouvoir se soigner gratuitement au prix de mille tracasseries administratives... Et il a égrené, dans un programme pour les six mois à venir « *les sujets sur lesquels [il a] envie d'agir (...): sur la sécurité au quotidien des Français, la maîtrise de l'immigration et l'interdiction de l'immigration clandestine, sur le travail qui doit payer plus que les allocations, avec une allocation sociale unique, sur la démocratie et peut être le chantier que souhaitent beaucoup de partis à propos de la proportionnelle par exemple* ».

Que sortira-t-il de ces tractations ? Personne ne peut le dire précisément mais à coup sûr un durcissement de la politique réactionnaire, anti-ouvrière, anti-immigrés, si ce n'est pas une alliance gouvernementale avec le RN ou un gouvernement plus RN-compatible encore qu'aujourd'hui.

L'incompatibilité de nos intérêts collectifs, de ceux de la société avec la fuite en avant du capital pour les profits

Pas un jour ne se passe sans l'annonce de nouveaux plans de licenciements et de fermetures d'entreprises, Michelin, Auchan, Vencorex, Valéo, Général Electric Europe, Exxon Mobil, Saunier Duval, abattoirs, mécanique, aéronautique, papeterie... Tous les secteurs, toutes les régions sont touchés. Cette saignée va de pair avec celle, organisée par l'État, dans les budgets des services publics. C'est une même politique. L'État opère une perfusion permanente d'argent public au profit des groupes capitalistes en sabrant dans les budgets sociaux tandis que les actionnaires des grandes entreprises exigent que soit réduit par tous les moyens le « coût du travail ». Les capitalistes se moquent bien de ce qui est produit et des femmes et des hommes qui le produisent, ils ne cherchent à produire que du profit qui passe aujourd'hui par la surexploitation et la régression sociale.

Sophie Binet a appelé ces derniers jours à « *faire grève et à occuper* » les usines qui ferment ou licencient. Les directions syndicales appellent le 5 décembre les salarié·es de la Fonction publique à faire grève contre l'allongement du délai de carence de un à trois jours pendant lesquels ils ne seront pas payés lors d'un congé maladie et la réduction à 90 % du paiement des jours d'arrêts-maladie, et le 12, la CGT appelle à une journée d'action contre les licenciements.

Dans bien des endroits, dans l'Éducation, lycées, écoles, dans des Ehpad ou des cliniques, les salariés font grève sans attendre ou se mettent en grève en profitant de ces jours-là parce qu'ils n'en peuvent plus des conditions de travail, des bas salaires, du management qui veut les soumettre, du gâchis social qu'entraîne un système entièrement consacré à la recherche du profit.

Le gouvernement, la droite et l'extrême droite font alliance pour mener la guerre sociale pour les besoins des capitalistes.

La réponse est entre nos mains, préparer et unir nos forces pour l'affrontement sans rien attendre du cirque parlementaire.

Galia Trépère

Procès de Mazan : le procès et la condamnation d'une société de classe fondée sur la domination et le patriarcat

Les réquisitoires et les plaidoiries du procès de Dominique Pélicot et des 50 violeurs de Mazan ont commencé ce lundi 25 novembre, coïncidence, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Au-delà de la responsabilité individuelle des accusés, des peines requises, ce sont des réquisitoires contre cette société fondée sur le patriarcat qui ont été de fait prononcés, une condamnation sans appel des rapports de

domination qui régissent cette société de classe dont les femmes sont les premières victimes. Le ministère public, qui a requis la peine maximale de vingt ans pour Dominique Pélicot, a souligné que ce procès « *vient bousculer notre société dans notre rapport à l'autre* », l'enjeu n'étant pas « *une condamnation ou un acquittement* », mais « *de changer fondamentalement les rapports entre hommes et femmes* ».

C'est le courage et la force de Gisèle Pélicot qui a refusé le huis clos et s'est rendue tous les jours au tribunal la tête haute, affrontant ses bourreaux, pour toutes les femmes, pour que la peur change de camp et « *pour faire changer la société* », qui ont imposé au procès sa dimension sociale et son retentissement mondial. Nous avons voulu, a dit son avocat « *... inviter la société tout entière à se saisir de ce dossier, faire de nos débats le terreau d'une prise de conscience, d'un changement des mentalités, d'un avenir meilleur qui romprait enfin avec une violence que l'on voudrait d'un autre âge* ».

Le procès de la culture du viol

Le 23 novembre, à l'appel du collectif #NousToutes et de nombreuses organisations et assemblées féministes, des centaines de milliers de femmes de toutes générations sont descendu·es dans les rues de nombreuses villes pour crier leur exaspération, que la domination masculine n'est plus supportable, qu'il faut en finir avec la violence sexiste du quotidien. Il s'exprime aujourd'hui très largement et en particulier chez les jeunes générations, une profonde aspiration à l'égalité, à d'autres relations entre les femmes et les hommes, un rejet des rapports de genre en profonde contradiction avec les préjugés et la morale sexiste qui pourrissent toute la société. La contestation du patriarcat s'impose comme un fait de société.

Le procès Pélicot a mis en lumière à quel point notre société est gangrenée par la culture du viol que génère cette société d'exploitation et les rapports de propriété, où toutes les deux minutes et demie en France se produit un viol ou une tentative de viol. C'est cette culture du viol, qui a permis aux violeurs de Mazan de se justifier, de banaliser leurs crimes, de les nier en prétendant qu'ils n'étaient pas des violeurs puisqu'ils n'avaient pas eu « *l'intention de violer* », au mépris de Gisèle Pélicot et de son consentement, pour laquelle la plupart n'ont pas eu un mot durant tout le procès. « *Leur responsabilité est pleine et entière [...] a dit l'avocate générale. Tous ont choisi de rester, de faire abstraction de la victime et de poursuivre leur but de satisfaction personnelle.* ».

Les propos de certains avocats de la défense participent directement de cette culture du viol, de la banalisation de la domination masculine dans son expression la plus frustrée et la plus arriérée. Leurs clients ne mériteraient pas d'aussi lourdes peines, étant des gens bien intégrés, sans casier judiciaire, des hommes « *ordinaires* ». De « *bons pères* », de « *bons maris* », de « *bons collègues* » qui méprisent à tel point les femmes que devant Gisèle Pélicot, pour ceux qui ont feint de s'en soucier, ont pris pour argent comptant le « *consentement* » ... accordé par le mari.

Ceux qui accusent le parquet et les avocats de Gisèle Pélicot d'avoir voulu faire de ce procès un procès politique n'ont pas manqué de mener leur propre combat... politique, réactionnaire, sexiste et misogyne. L'un des avocats a dénoncé un procès où les accusés seraient jugés par l'opinion publique, -du populisme ! -. « *C'est facile dans*

une démocratie de dire : les hommes sont tous des violeurs ! Allez faire un tour en Iran pour voir les conditions des femmes ! », s'est-il indigné, « *...je veux bien qu'on aille hurler devant le tribunal : "Ce sont des violeurs !" L'autre jour, en voyant des fumigènes, je me suis cru au Vélodrome !* » faisant allusion aux fumigènes violets de la manifestation des femmes le 25 novembre devant le tribunal, manifestation qu'il a accusée... d'antisémitisme !

Des avocats ont aussi tenté de minimiser si ce n'est d'excuser la gravité des actes en expliquant que les violeurs eux-mêmes avaient été victimes d'agressions et de violences sexuelles dans leur enfance. Les rapports de propriété sur les êtres humains qui autorisent le mépris et la violence à l'égard des femmes pèsent aussi sur les enfants. S'il est vrai que ces violeurs sont aussi eux-mêmes des produits des préjugés barbares et de la violence de cette société qui engendre à la fois les victimes et leurs bourreaux, cela n'excuse en rien les bourreaux mais condamne doublement la société.

Les violences sexistes indissociables des rapports de domination et des violences sociales

Le gouvernement est contraint face à l'opinion de promettre des mesures pour protéger les femmes des violences, malheureusement pas nouvelles et revendiquées depuis des années par les organisations féministes.

Barnier, en visite à la Maison des femmes de l'AP-HP le 25 novembre, a annoncé des kits de détection de soumission chimique à titre expérimental dans plusieurs départements et selon un calendrier encore à définir. Il a aussi annoncé l'élargissement du dispositif qui permet aux femmes de déposer plainte dans un hôpital doté d'un service d'urgences ou gynécologique, promis depuis 2019, d'augmenter le budget de l'aide universelle d'urgence pour les femmes victimes de violences conjugales lorsqu'elles quittent le domicile familial de 13 à 20 millions d'euros, une Maison des femmes dans chaque département.

« *Il faudrait 3 milliards tout de suite !* » revendiquent les organisations féministes face à des mesures qu'elles jugent loin d'être à la hauteur et alors que la Fédération nationale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles (FNCIDFF) alerte sur de possibles fermetures d'associations qui accompagnent les femmes victimes de violences, en raison de la baisse ou de la disparition des aides de l'Etat. Un collectif féministe qui va de la Fondation des femmes à la CGT en passant par le Collectif féministe contre le viol et des associations de protection de l'enfance vient de définir 140 mesures, lois et règlements pour lutter contre toutes les formes de violences sexuelles incluant l'inceste, la pédo-criminalité, le harcèlement sexuel et le proxénétisme, qui nécessiterait selon lui de multiplier par 30 le budget consacré actuel.

La lutte des femmes pour imposer l'arsenal des lois nécessaires à leur protection et à leurs droits, pour l'obligation

à l'éducation des jeunes générations est un point d'appui important dans la lutte pour l'égalité, contre la morale et les préjugés sexistes rétrogrades, pour transformer les consciences à plus grande échelle, qui nécessite d'aller jusqu'au bout de la remise en question des racines de l'oppression des femmes, le capitalisme et la propriété. Alors que le mouvement Metoo a libéré la parole des femmes, que les affaires Depardieu et de l'abbé Pierre comme le procès Pélicot ont mis en lumière et rendu insupportable et inacceptable la culture du viol, les féminicides ne sont qu'en très légère régression sur les deux dernières années, l'ensemble des violences sexistes et sexuelles ne régresse pas. Le ministère de l'intérieur recense 244 300 victimes de violences conjugales en 2022, en hausse de 15 % sur un an, un chiffre qui n'est pas dû qu'au fait que plus de femmes osent aujourd'hui porter plainte. L'Institut des politiques publiques estime que 86 % des affaires de violences sexuelles, entre 2012 et 2021 sont restées sans suite, comme 94 % des viols en 2020. Depuis dix ans, l'infériorité des salaires des femmes se maintient aux alentours de 30 %.

La violence sociale que génèrent l'aggravation de l'exploitation et la régression sociale généralisée s'exerce plus durement contre les plus faibles, les plus opprimé-es, dont les femmes. Sortir du patriarcat et de la culture du viol nécessite d'en finir avec cette violence sociale, avec les rapports de domination et d'exploitation, c'est-à-dire avec le capitalisme, et que les femmes et les hommes, en se réappropriant le pouvoir de décider eux-mêmes démocratiquement d'une autre organisation de la production et de toute la société, construisent entre eux d'autres rapports respectueux et égalitaires.

Des sorcières aux guerrières

L'éditorial du *Monde* du 28 novembre notait qu'en 1978, lors du procès des violeurs de deux campeuses attaquées dans la nuit dans une calanque près de Marseille, c'étaient les victimes qui avaient été traitées comme des accusées et avec leur avocate Gisèle Halimi huées à la sortie des audiences. « *Quarante-six ans plus tard, Gisèle Pelicot est entrée chaque jour au palais de justice d'Avignon sous les applaudissements et en est ressortie avec une haie d'honneur.* » Oui, et le courage et la force de Gisèle Pélicot y auront fortement contribué, le mouvement des femmes a fait changer la peur de camp. Le portrait de Gisèle était à la Une du *Vogue* allemand cette semaine, et de nombreux internautes l'ont saluée comme « *une vraie guerrière* » ! La guerre menée contre les femmes se retourne. Les sorcières cèdent la place aux guerrières.

Ce sont aussi les luttes des femmes qui, il y a tout juste cinquante ans, le 29 novembre 1974, imposaient à une Assemblée nationale misogyne et rétrograde la reconnaissance du droit à l'avortement, aujourd'hui toujours interdit ou remis en cause dans de nombreux pays.

Le mouvement des femmes pose la nécessité de mettre à bas la culture du viol que génèrent les rapports de domination, le masculinisme, la morale et les préjugés de la société d'exploitation capitaliste, de ses religions et de ses institutions. C'est un combat pour l'égalité qui s'inscrit dans celui de tous les exploité-es et les opprimé-es pour changer la société. Une révolution dont la lutte des femmes contre le patriarcat est la force motrice pour l'émancipation de toutes et tous.

Christine Héraud

Des murs et des frontières au service des capitaux qui circulent librement et exploitent sans limite les prolétaires du monde entier

A l'occasion des trente-cinq ans de la chute du mur de Berlin, *Les Echos* consacraient un dossier « *Guerre, immigration : ces murs toujours plus nombreux qui divisent le monde* » traçant un panorama glaçant des murailles, clôtures et autres barrières « anti-migrants ». Ces murs d'une distance totale de 40 000 kilomètres -la circonférence de la terre- représentent un quart des frontières terrestres, ils sont passés d'une quinzaine à plus de 70 en trente-cinq ans.

Si le 9 novembre 1989, la propagande officielle promettait la « *fin de l'histoire* », une nouvelle ère de liberté et de démocratie universelle, le mythe de la mondialisation heureuse a fait long feu. L'effondrement du bloc de l'Est a ouvert la voie à la mondialisation financière, la généralisation de la mise en concurrence des travailleur-ses et des peuples permettant un développement sans précédent des multinationales et des profits. Les « deux blocs » et la guerre froide laissaient place à l'exacerbation généralisée des rivalités pour le contrôle des matières premières et des marchés, une guerre com-

merciale, économique, sociale et de plus en plus militaire. La guerre d'Irak déclenchée par les USA dès 1990, puis celle des Balkans, ont brutalement illustré le chaos de cet « ordre nouveau » portant les contradictions du capitalisme à un niveau jamais atteint. Un monde dans lequel un nouveau prolétariat se constituait, rajeuni, féminisé, mondialisé.

Les prolétaires des pays riches ont vu leurs « acquis » sévèrement attaqués et amputés par l'offensive libérale, mis en concurrence avec les travailleurs des « pays à bas coût », tandis que de centaines de millions de travailleur-ses des pays pauvres arrachés à des modes de vie ancestraux rejoignent des chantiers, des ports, des usines sorties de terre le long des routes commerciales, ou prenaient la route de l'exil vers les métropoles des pays riches. Les murs qui se dressent pour empêcher ou « réguler » l'immigration selon les besoins de la bourgeoisie enferment l'ensemble des travailleurs, y compris ceux qui sont du « bon côté ». En délocalisant dans les pays pauvres, en déplaçant la production d'un pays à l'autre,

d'un continent à l'autre, les multinationales n'ont cessé de faire baisser le « coût » du travail, exerçant une pression sur les conditions de travail et les salaires de tous les prolétaires.

En 2020, l'ONU estimait à 281 millions le nombre de personnes qui vivaient dans un pays autre que leur pays de naissance, 3,6 % de la population mondiale, soit 128 millions de plus qu'en 1990 et plus de trois fois plus qu'en 1970.

Incapables d'interrompre les routes de l'exil, les classes dominantes les rendent plus compliquées et meurtrières. En 2023, au moins 8 565 personnes sont mortes le long des routes migratoires dans le monde, un terrible record qui ne rend que partiellement compte de la réalité. Parmi elles, 3 029 sont mortes en Méditerranée en tentant de gagner l'Europe, 1 866 en Afrique, 2 138 en Asie.

Make America... et Europe « great again »

« *Nous allons réparer nos frontières et nous allons tout réparer dans notre pays* » a promis Trump le soir de son élection après avoir fait de la question migratoire l'axe de sa campagne, étalant sa haine et sa trouille des travailleur·ses et des jeunes issus de l'immigration, stigmatisant les Haïtiens « *mangeurs de chiens et de chats* », promettant « *la plus grande opération d'expulsion de l'histoire américaine* ». Cette semaine, il déclarait vouloir imposer au Mexique et au Canada « *des droits de douane de 25 % sur TOUS les produits entrant aux Etats-Unis [...] jusqu'à ce que les drogues, en particulier le fentanyl, et tous les immigrants illégaux arrêtent cette invasion de notre pays !* » et sommait la présidente mexicaine de fermer la frontière.

Expulser, renforcer et militariser les frontières, augmenter la capacité d'enfermement des centres de rétention, pénaliser les États des pays pauvres qui ne coopéreraient pas pour retenir les migrants sur leur sol ou pour le retour des expulsés, externaliser le traitement des demandes d'asile dans des pays tiers, construire toujours plus de murs, de miradors, est non seulement la politique de Trump aux Etats-Unis mais celle de l'ensemble des dirigeants des puissances occidentales, en premier lieu en Europe. Orbán, président hongrois d'extrême-droite, a choisi comme slogan « *Make Europe great again* » pour assurer la présidence européenne.

Un nouveau pacte migratoire européen adopté en mai prévoit un nouveau renforcement des contrôles et l'« incitation » des États non-européens à empêcher les départs et à collaborer davantage en matière d'expulsion.

L'Allemagne a rétabli en septembre des contrôles renforcés à l'ensemble de ses frontières terrestres. La Finlande, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie ont suspendu ou menacent de suspendre le droit d'asile à leurs frontières avec la Russie ou le Bélarus. Les Pays-Bas, la Hongrie prévoient de construire des centres de rétention hors Europe, soutenus par Ursula von der Leyen... et Meloni qui a ouvert en octobre deux « *Hubs de retour* » en Albanie, chargés d'instruire les demandes d'asile pour l'Italie.

Dans le même temps, les pressions « diplomatiques », politiques et économiques s'accroissent sur les pays qui ne délivrent pas, ou pas assez vite, les « laisser passer consulaires » nécessaires à la mise en œuvre des expulsions des déboutés. La Gambie, l'Éthiopie, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc ont ainsi subi l'augmentation des droits de visa et des restrictions dans leur attribution.

L'Europe de Schengen qui devait permettre la libre circulation en son sein se hérissé de murs, des barbelés de Ceuta et Melilla aux murs entre la Grèce et la Turquie, la Hongrie et la Serbie ou la Croatie, l'Autriche et la Slovénie, la Pologne et la Biélorussie, la Finlande et la Russie, ou à Calais... Ils sont plus d'une quinzaine autour de l'espace Schengen, sans compter les contrôles renforcés aux frontières comme à Vintimille.

L'agence européenne Frontex, créée en 2004, est devenue le bras armé de la politique migratoire européenne, connue pour ses brutalités et refoulements illégaux en toute impunité. Elle intervient aussi dans des États africains ou dans les Balkans. Son budget a été multiplié par 140 entre 2005 et 2023 passant de 6 à 845 millions d'euros, et en 2019, le Parlement européen a décidé de passer de 2 000 à 10 000 gardes-frontières d'ici 2027.

L'ensemble des politiciens au service des classes dominantes mènent une même campagne pourrie pour tenter de diviser, mettre au pas les travailleur·ses, jeunes, femmes, immigré·es ou non et secrètent le nationalisme, la xénophobie, le racisme, promettant davantage de murs, de barbelés, de drones, de répression, désignent la responsable des maux de la société : « *l'immigration* ».

Renchérissant sur Darmanin, Retailleau à peine élu annonçait l'accélération de la construction de 1000 places de CRA et l'augmentation de la durée d'enfermement maximale, 210 jours au lieu de 90. Ce jeudi, Barnier main dans la main avec le RN annonçait, lui, la remise en cause partielle de l'AME (Aide médicale d'État assurant aux sans-papiers la prise en charge de soins médicaux élémentaires) !

Ces fantasmes des classes dominantes et de leur personnel politique, leur haine des étrangers se conjuguent à leur trouille de la classe ouvrière qu'ils cherchent à enfermer derrière murs et frontières pour mieux la mettre en concurrence et l'exploiter, des prolétaires qui n'ont que leurs chaînes à perdre, fort·es de leur diversité, de leurs expériences, de leur détermination.

La lutte des migrants, au cœur de la lutte du prolétariat pour son émancipation

Le mode de production capitaliste a poussé à l'extrême la mise en réseau de la planète pour capter la plus-value sur l'ensemble des continents, créant à travers les processus de production, les chaînes de valeur, une multitude de liens entre les ouvrier·es, les jeunes du monde entier. Les nouvelles technologies de l'information ont bouleversé la connaissance que les populations, jusqu'aux plus isolées, ont du monde et d'elles-mêmes. Les migrations, choisies

ou forcées, ont changé la compréhension, la conscience que les travailleur·ses ont des rapports de classe.

Une nouvelle conscience internationaliste s'impose à de larges fractions de la classe ouvrière par-delà la propagande patriotique, chauvine, nationaliste des classes dominantes

Des ouvriers de Chronopost, en grève contre son système de sous-traitance en cascade, aux femmes de chambre des palaces parisiens, aux livreurs des plateformes Deliveroo et autres Uber organisant l'entraide et la solidarité, les luttes des travailleur·es sans-papiers, tous et toutes ultra précarisé·es car « illégaux », participent de la lutte de l'ensemble du monde du travail. Leur surexploitation fait pression sur les salaires et les conditions de travail de tou·te·s les travailleur·es, leur lutte est celle de tou·te·s.

En contestant les politiques migratoires, les frontières, en s'organisant pour exiger les moyens de vivre dignement et leur régularisation, la liberté de circulation et d'installation, elles et ils mettent en cause les fondements du capitalisme qui s'enfoncé dans un chaos de guerres, de

misère, de catastrophes engendrées par l'exploitation débridée des hommes et de la nature.

Un nouveau monde est en germe dans l'ancien, que la détermination, le courage, des migrant·es contribuent à faire toucher du doigt, révélant la crasse, l'arriération, l'égoïsme des classes dominantes et des politiciens à la Trump ou Retailleau.

Il ne peut y avoir d'issue aux drames actuels sans le renversement de la minorité parasite, sans la prise en main par les exploitée·es du monde entier de la marche de l'économie et de la société. Une société basée sur la coopération internationale des producteur·trices, débarrassée de la propriété capitaliste, de l'exploitation, des frontières, mettant l'ensemble des fabuleux moyens technologiques, scientifiques, des richesses issues du travail de milliards d'hommes et de femmes au service de la satisfaction des besoins de tou·te·s. Cette société est en germe dans nos luttes, nos solidarités. Prolétaires de tous les pays, notre patrie c'est l'humanité !

Isabelle Ufferte